



## La flexibilité est partout, à nous de la faire payer !

Avec la coordination étudiante, la coordination des intermittents et précaires d'IDF et bien d'autres, nous sommes en action ce mercredi 20 avril. Pourquoi ? Parce que ni les défilés rituels et les grèves d'une journée, ni l'emploi de « la violence » ne remplaceront l'arrêt du travail. Même si celle-ci se doit parfois d'être perlée, tournante, intermittente, nous aimons la grève générale. À tous ceux qui refusent la loi travail nous disons : **interrompre le travail, c'est maintenant.**

Les entreprises de la grande distribution, de la restauration rapide, du phone marketing et bien d'autres prospèrent sur une précarisation qui rend ultra flexibles des salariés pourtant embauchés « en fixe ». De plus en plus nombreux, des emplois en CDI à temps partiel au SMIC HORAIRE, ou guère plus, imposent d'accepter, en permanence et sans barguiner, des heures complémentaires payées *au même tarif*, et ce au gré des besoins de l'employeur.

### Le SMIC mensuel c'est rien, le SMIC horaire c'est moins que rien

Ces entreprises *exploitent* les 25% de lycéen.ne.s de plus de 16 ans qui travaillent déjà, des « étudiants » dont les trois quart sont dès à présent enrôlés dans l'emploi précaire, des « mères isolées » à qui ni les minima « sociaux » ni la « prime d'activité » ne garantissent de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants, des précaires plus âgés dépourvus de droit à une pension de retraite substantielle. Sous contrat pour 15, 18 ou 20 heures hebdo, ces femmes, ces jeunes, ces « chômeurs en activité à temps réduit » travaillent souvent jusqu'à 35 voire 48h par semaine. Y compris le dimanche et la nuit. Voilà pourquoi ces temps-ci des Mac Do ont été bloqués *lors des rushs* dans plusieurs villes.

Non contentes d'exploiter les précaires, les entreprises visées aujourd'hui, Mac Do, Quick, Subway, ..., *défiscent* leur chiffre d'affaire et leur bénéfice pour échapper à l'impôt. Alors que les « déficits » et la dette publique sont constamment utilisés comme armes de guerre contre la société, **14 milliards d'argent public s'évapore** chaque année par « optimisation fiscale ». Et pendant ce temps, les précaires en tous genres payent quotidiennement la TVA sur le moindre objet...

### Pas de justice, pas de paix

**Nous refusons la loi travail !** Prévoir de baisser le prix des heures supp', c'est le genre de mesure que la loi travail compte généraliser. Plus le salaire ou l'allocation sont bas, plus on est forcé d'accepter de travailler davantage et à n'importe quelles conditions pour simplement survivre. Mais nous savons aussi que l'éventuel retrait de cette loi ne suffirait pas à stopper la destruction du droit du travail et des droits collectifs. Pour enrayer la dégradation des conditions de vie de tous, **nous exigeons un droit au chômage**, au minimum un SMIC JOUR, pour chacun.

**Nous interrompons ici le travail.** Pour les salariés de cette entreprise, c'est l'occasion d'une pause. Pour l'employeur, une baisse de chiffre d'affaire. Pour nous, manifestants présents, il s'agit de dire haut et fort : notre refus n'est pas gratuit, nous ferons ce qu'il faut pour qu'il coûte cher. Tant que nous n'aurons pas obtenu satisfaction, nous jouerons l'interruption, partout où c'est nécessaire et possible.

**Prenons le temps de la lutte, du blocage économique. Interrompre le travail, c'est maintenant.**

Paris, le 20 avril 2016,  
Chômeuses, intermittentes, précaires, étudiantes, lycéennes et autres révoltés en lutte

# ALORS? TOUJOURS FAIM?

Point fixe avec les comités d'action, avec tables de presse et causeries, chaque soir de 18h à 21h Place de la République

En savoir plus :

Paris Luttes Info  
<https://paris-luttes.info>

Coordination des intermittent.e.s et précaires (idf)  
<http://www.cip-idf.org/> / [https://fr-fr.facebook.com / Cipldf](https://fr-fr.facebook.com/Cipldf) Twitter : @CIPIDF [accueil@cip-idf.org](mailto:accueil@cip-idf.org)

Pour ne pas se laisser faire, partager infos et expériences, agir collectivement, le lundi de 15h à 18h, des permanences ont lieu au Café de la Commune Libre d'Aligre, 3 rue d'Aligre Paris, 12ème. Tel 01 40 34 59 74.